La guerre russo-ukrainienne : appropriation et interactions des Etats latino-américains et caribéens

Jacques NÉSI

Chercheur au Laboratoire Caribéen de Sciences Sociales - LC2S Université des Antilles, Paris - France

La guerre russo-ukrainienne semble alimenter la dialectique des passions qui traversent aussi bien les démocraties occidentales que l'ancien empire soviétique. Pierre Hassner propose de mettre en parallèle l'équilibre des puissances à l'équilibre des passions et, à la lumière des réflexions de Thucydide, Hegel, de Hobbes et d'autres philosophes, il procède à une classification de trois passions fondamentales qui font agir les peuples et leurs dirigeants. S'affirme d'abord la peur, la recherche de la sécurité, l'avidité, l'honneur, la vanité, la recherche de la gloire ou celle de la reconnaissance ; ensuite l'amour et la haine, la cruauté et la pitié, l'amitié et la solidarité, la colère, la rage ou le désespoir ; enfin le ressentiment ou le désir de vengeance.[1] Certaines de ces passions aboutissent à la guerre ou à la paix.

On est tenté de comprendre l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine à travers ces passions fondamentales. Les usages que les acteurs en font réactualisent le rôle du politique qui a pourtant réussi depuis 1945 à hiérarchiser ces passions et les intégrer dans un ordre de coexistence pacifique entre adversaires insérés dans un ordre global commun.

A quelques mois de l'invasion, les deux parties ne semblent pas prêtes à mettre fin à la guerre. Les dirigeants des deux camps mobilisent avec intensité les moyens les plus importants pour vaincre. L'affrontement oppose deux visions antagoniques , comme on l'a connu à la Guerre froide : les démocraties occidentales incarnées par l'affirmation des libertés, de la sécurité, des jouissances privées aux biens matériels, et la volonté

[1] Pierre, HASSNER, *La revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crises du politique*, Fayard, 2015, p.

de puissance du président Vladimir Poutine, habité non pas par « *la quête d'éléments de stabilité et la nécessité d'actes de réconciliation*[2] » mais plutôt par la nostalgie de l'empire soviétique, dont l'effondrement ruine la perte de confiance dans les élites dirigeantes contemporaines et les valeurs conservatrices. Vladimir Poutine rêve d'un système international inspiré du Congrès de Vienne où la Russie aux côtés d'autres puissances – les Etats-Unis, France, Allemagne, Union européenne –, réglerait les conflits en Europe et les préviendrait[3] : « *Il renoue ainsi avec la barbarie du XX^e siècle, plongeant l'Europe dans un monde qu'elle croyait avoir remisé pour toujours dans les placards de l'histoire*[4]. »

Au-delà de ces oppositions entre démocratie occidentalisée et régime autoritaire, l'Ukraine est une proie stratégique tant pour la Russie poutinienne obsédée par la reproduction de l'Empire slave que par les Etats-Unis qui installeraient les bases de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dans les frontières occidentales de la Russie. Et entre les deux volontés impériales, d'autres – la Chine, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine, les Caraïbes dont certaines sont frappées par la raréfaction des matières premières – gardent une neutralité prudente[5].

Comment les sociétés d'Amérique, des Caraïbes s'approprient-elles cette interaction et quels usages en font-elles ? La guerre russo-ukrainienne pourrait-elle être l'opportunité de réviser le cadre stratégique de l'Amérique latine ?

L'objectif de cette contribution est double : d'abord, analyser les effets de la guerre russo-ukarinienne sur les espaces périphériques, soumis aux pressions et au *hard power* des Etats-Unis dans le cadre d'un modèle des démocraties occidentales construit autour d'un monde pacifié, structuré autour du droit, du pluralisme et de l'interdépendance, renonçant à la violence. Ensuite, il s'agit de cerner les défis liés au maintien des logiques de binarité issues de la Guerre froide.

1 Une appropriation stratégique et de survie en lien avec la tradition et les contraintes géopolitiques

Les Etats-Unis d'Amérique sont les bénéficiaires directs de l'échec de Napoléon en Haïti, souligné par la victoire des troupes d'anciens esclaves sur celles de l'armée française, sans doute plus aguerries et indomptables. A la faveur des pressions conjuguées des Etats-Unis et des échanges diplomatiques tentant de convaincre Napoléon de renoncer à son projet d'expansion impériale au cœur des Etats-Unis d'Amérique, la Louisiane qui représentait sur une superficie de 2 400 000 kilomètres carrés a été cédée aux Etats-Unis d'Amérique. Depuis le projet américain ombrageux à toute victoire émergente d'autres pays qui pourraient entretenir une rivalité sournoise, vise à assujettir les Etats d'Amérique latine dont l'indépendance suit la trajectoire indépendantiste et souveraine d'Haïti. A l'ombre de la politique du *big stick* et de la doctrine de Monroe « *l'Amérique aux Américains* », l'ordre américain se définit par opposi-

[2] Henry KISSINGER, « *How to avoid another world war* », *The spectator*, 17 décembre 2022.

[3] Daniel VERNET, « Pourquoi le Congrès de Vienne de 1815 rend Poutine si nostalgique ? », 8 août 2015, *Slate.fr*

[4] Pierre SERVENT, *Le monde de demain. Comprendre les conséquences planétaires de l'onde de choc ukrainienne,* Robert Laffont, 2022, p. 20

[5] Edgar MORIN, *De guerre en guerre. De 1940 à l'Ukraine*, Editions de l'aube, 2023.

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

tion à toute conquête française qui aurait nui à son ascendance et à sa domination. L'Amérique latine devient naturellement acquise à la cause américaine, sauf quelques Etats récalcitrants. C'est à la lumière du passé colonial soutenu par l'Amérique qu'il faudrait comprendre l'appropriation stratégique de la guerre qu'ont fait certains Etats latino-américains.

De son statut minoré et périphérique dans le jeu international, l'Amérique latine tente de rechercher un positionnement qui privilégie la défense de ses intérêts dans le jeu des puissances et de la compétition pour le pouvoir global. En raison d'instabilité politique chronique ou répétée, sa place internationale fait l'objet d'une banalisation. Une place secondaire dans les affaires internationales, qui n'est pas sans lien avec la question identitaire : une part latine, héritière de la colonisation et de son appartenance à une communauté d'idées (liberté, égalité, non usage de la violence, justice, démocratie…) et une part africaine, en affiliation avec les affres de l'esclavage. Posons-nous la question : comment évaluer cet enchevêtrement et son évolution ?

La lecture des rapports entre l'Amérique latine et l'Occident a été étudiée et conceptualisée par Fernando Henrique Cardoso[6]. On sait que depuis, la dépendance est le résultat d'une intériorisation des lieux et instruments ; elle se déploie non pas par l'imposition des forces externes d'exploitation et de coercition, mais par l'interaction entre les classes dominantes et les classes internationales. Cette relation asymétrique entre l'Amérique latine s'est calquée sur les changements enregistrés dans l'ordre politique international au XX^{e} siècle où les tendances politiques des différents gouvernements oscillent entre les régimes militaires populistes, comme au Chili avec le président Arturo Alessandri (1932-1938), et des régimes « anti-communistes » en 1952, sans écarter le projet de Salvador Allende « *d'une transformation structurelle à caractère socialiste-démocratique*[7] » et celui de Fidel Castro.

Le XXI^{e} siècle est marqué par l'émergence d'une nouvelle gauche démocratique portée au pouvoir au Brésil avec Lula Da Silva et le Parti des travailleurs au Brésil, Nestor Kirchner attaché au péronisme argentin, au Chili Ricardo Lagos puis par Michelle Bachelet, Tabaré Vasquez et le Frente Amplio en Uruguay. On assiste également à la résistance des nouveaux courants populistes « caudillistes » teintés d'un gauchisme radical qui inscrivent leurs relations dans un cadre dualiste de confrontation hostile Nord-Sud. Plus tard, en 2006, des élections présidentielles dans douze pays latino-américains (Honduras, Chili, Bolivie, Haïti, Costa Rica, Pérou, Colombie, Mexique, Brésil, Equateur, Nicaragua et Venezuela) ont accompagné la montée de la gauche modérée ou sociale-démocrate, période historique vite amplifiée par les élections de 2018 à 2022 avec l'élection d'Andrés Lopez Manuel Obrador au Mexique, en 2018, d'Alberto Fernández à l'élection de 2019 en Argentine ; la réélection du Mouvement vers le socialisme (MAS) en Bolivie en 2020, l'élection de Xiomara Castro au Honduras en 2021, Gabriel Boric au Chili en 2021, Gustavo Petro à la présidentielle de la Colombie en 2022 et l'élection possible de Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil en 2022. L'exercice du pouvoir à gauche témoigne de la montée des revendications populaires dénonciatrices des inégalités sociales et portant une demande de distribution

[6] CARDOSO, Fernando Henrique et FALETTO, Enzo, *Dependency and Development in Latin America*, Berkeley (Col.), University of California Press, 1978, 256

[7] Rodrigo Contreras OSORIO, *La gauche au pouvoir en Amérique latine*, L'Harmattan, 2007, p. 83

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

équitable, sur fond d'une nouvelle lecture géopolitique qui se dessine non pas sur le mode d'une confrontation violente mais de la « *confluence interactive d'une multiplicité d'efforts sociaux et politiques, radicaux et réformistes, actuellement dispersés partout dans l'hémisphère occidental*[8]. »

1.1 Les motivations et les objectifs de l'Amérique latine

Ce rappel nous permet de comprendre les motivations et les objectifs que poursuit l'Amérique latine dans la guerre russo-ukrainienne, elle qui a toujours privilégié les diplomaties du Sommet, la coopération régionale dans un souci de résister aux pressions extérieures et de ne pas s'aligner (l'Organisation des Etats Américains, MERCOSUR, CARICOM, CELAC, etc.) Dans ces logiques de coopération entremêlées, qui soulignent la grande diversité de l'Amérique latine, la faiblesse de son poids géostratégique dans le pouvoir global est analysée sous l'angle de l'« insignifiance » (Malamud et Schenoni 2021) et du « non alignement actif » par trois auteurs Carlos Fortin, Carlos Ominami et Jorge Heine. Celui-ci, en des termes plus nuancés, a évoqué dans l'ouvrage *Le non-alignement actif et l'Amérique latine dans l'ordre global* un risque de glissement de la « périphérisation » à la « marginalité internationale[9]. »

Peu importent les termes employés, ces diagnostics relèguent l'Amérique latine au rang secondaire. Ce rabaissement est sans doute lié à diverses mutations de l'ordre politique global, renouvelant une logique d'affrontement bipolaire entre la Chine et les Etats-Unis : guerres commerciales, guerres d'accès aux vaccins lors du Covid-19, le changement climatique. Comment le continent peut-il se positionner ? S'agit-il pour lui de s'inscrire dans le « non-alignement actif » ou de suivisme diplomatique ? Comment réussir l'insertion internationale de l'Amérique latine sur la scène globale mouvementée et source de crises multiforme ?

Dans un ordre global, l'Europe a du mal à se définir et la guerre russo-ukrainienne montre bien qu'elle est impuissante à endiguer les sources de conflits qu'on croyait enfouies dans les décombres de la Deuxième guerre mondiale. Le rapport de forces entre la Chine et les Etats-Unis structure cette « dispute systémique. » Si les relations fondamentales de l'Amérique latine tentaient de se définir autour de la rivalité Etats-Unis-Chine, elles sont désormais tissées autour du rapprochement de trois entités internationales : la Chine, les Etats-Unis, la Russie.

Pour la première, en 2021, les échanges commerciaux chinois avec l'Amérique latine ont atteint un niveau record, dépassant 450 milliards de dollars – soit trente fois plus qu'en 2001. L'Amérique latine et la Caraïbe constituent un point de passage stratégique pour le commerce entre l'Asie et l'Europe. Et en vue du renforcement des relations de l'Amérique latine et les économies de l'Asie-Pacifique, l'ex-Accord de partenariat (*Trans Pacific Partnership Agreement*) a été signé le 4 février 2016. Après le désengagement de Donald Trump en 2017, l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (*Comprehensive and Progressive Agreement for TransPacific*

[8] Id., p. 88

[9] Carlos FORTIN, Jorge HEINE, et Carlos OMINAMI (dir.), *El no alineamiento activo y America Latina :una doctrina para el nuevo siglo,* Santiago de Chile, Editorial Catalonia, 2021, 383 p.

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

Partnership, CPTPP), qui a inclus le Canada, devrait conclure à des zones de libre-échange qui réunit près de 800 millions de personnes.

On peut rappeler le rapprochement de l'Amérique latine avec l'Asie à travers le Sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (en anglais _Asia-Pacific Economi_c *Cooperation, APEC*). Il vise à améliorer la croissance économique et la prospérité de l'Asie-Pacifique.

Quant à la Chine, l'Amérique latine et la Caraïbe font l'objet de séduction de sa part. Elle multiplie des signes favorables depuis 2023 à rejoindre les nouvelles routes de la soie (*Belt Road Initiative*). Et en 2002, plusieurs Etats de l'Amérique latine et de la Caraïbe ont signé un accord de coopération pour intégrer ce projet.

Puis la Banque Asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII en anglais *Asian Infrastructure Investment Bank*-AIIB), créée par la Chine en 2016, montre l'intérêt de la Chine pour l'Amérique latine et la Caraïbe. Cet intérêt chinois s'ordonne autour d'un enjeu, celui de développer en Amérique latine de nouvelles méthodes d'extraction des matières premières moins couteuses et plus rapides[10]. L'Amérique latine, témoin d'un ordre mondial émergent, dessine ses orientations stratégiques entre un univers « post occidental » et post-pandémique.

Pour la deuxième entité, la politique diplomatique états-unienne à l'égard du continent a privilégié la sécurité et banalisé les autres enjeux, se limitant à une compétition avec la Chine. Après un faible investissement diplomatique de Donald Trump dans la région qu'il n'a visité qu'une fois, on s'attendait à un regard plus affirmé de Joe Biden dans une logique de rupture avec les politiques latino-américaines de son prédécesseur. L'engagement de Washington s'est ainsi dilué dans une incompréhension : le IX^{è} Sommet des Amériques fixée en avril 2021 a dû être reporté alors que les Etats-Unis ont maintenu la tenue d'autres sommets dans la même période.

Ensuite, l'exclusion de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela ont suscité des critiques dans les rangs des représentants des présidents de l'Argentine et du Chili et alimenté des tensions au sujet du coup d'Etat au Pérou lié à l'implication de l'OEA. Enfin, la question prioritaire pour Joe Biden est de réguler les flux de migrants qui sont massifs à entrer aux Etats-Unis : en 2021, 1.7 million de candidats ont été appréhendés à la frontière Sud des Etats-Unis. Le Sommet aura été l'occasion pour vingt pays de signer un accord avec les Etats-Unis en vue de gérer, contrôler et endiguer ces flux massifs de population[11].

Quant à la Russie, ses relations avec l'Amérique latine remontent au XIX^{e} siècle, elles se sont notamment intensifiées avec le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Mexique et elles ont connu leur apogée avec la Guerre froide. Puis avec la Russie, sur la base de ce rapprochement, depuis 2002, elles s'épanouissent à l'ombre des défaillances de la politique des Etats-Unis dans la région. Alors que ces derniers engagent des mesures d'exclusion à l'encontre du régime vénézuélien, la Russie met à contribution les échecs

[10] Kevin PARTHENAY, *L'Amérique latine et la Caraïbe : un espace stratégique incertain entre Atlantique et Pacifique*, Questions Internationales, no.112, Mars-Avril 2022, p. 56.

[11] Jorge HEINE, Le sommet des Amériques à l'ère non-alignement ; Le Grand Continent, 5 juillet 2022. Le Sommet des Amériques à l'ère du non-alignement actif | Le Grand Continent

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

des Etats-Unis en matière contestataire pour engager une politique de puissance et justifier le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures[12].

Sans courir le risque d'un « découplage » avec les Etats-Unis, la Russie définit une politique qui ait des conséquences, dans les secteurs où celle-ci est compétitive, entre autres la défense, de technologie, d'énergie nucléaire (gaz, agriculture, nucléaire civil). Des centaines d'accords de coopération sont signés dans ces domaines entre la Russie et l'Amérique latine. Faut-il y voir une opportunité de renouveler des formes de transgression aux pressions et à la politique de Washington ?

2 La guerre en Ukraine a-t-elle changé les rapports entre l'Amérique latine et les puissances ?

La fracture née de l'agression russe ne crée pas seulement « un trou béant » entre les peuples russe et ukrainien, elle a une implication collective, des effets *boomerang* dans toutes les sociétés. C'est ce que le professeur en relations internationales Bertrand Badie qualifie de « *guerre mondialisée* », c'est-à-dire une guerre qui entraine des « *irradiations planétaires*[13]. » Celles-ci ont des manifestations différentes : vives tensions économique et financière, sanctions économiques, inflation planétaire, redéfinition de la carte des approvisionnements énergétiques, crise des réfugiés, crises alimentaires dans les pays du Sud, révision des plans de financement des armées, privatisation de la sécurité, extension du conflit, impuissance de l'ONU[14].

Les pays se rangent derrière la Russie ou l'Ukraine selon leur géographie et les valeurs qu'ils affectionnent, faisant apparaître une logique de clientèle : la clientèle autocratique animée par la Chine, la Russie, la Corée du Nord, la Syrie, l'Iran, l'Erythrée, le Soudan, la Biélorussie, des pays africains séduits par le modèle poutinien (Mali, Centrafrique, Algérie, Tunisie) et d'autres régimes quoique musclés opposent une réticence à la « ligne belliciste » de la Russie : Ouzbékistan, l'Afghanistan, le Pakistan, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, etc. Et l'Amérique latine ? S'agit-il pour elle d'une « guerre américaine » ou d'un « conflit russe » ?

Les dirigeants latino-américains sont forcés de faire preuve de pragmatisme face aux défis structurels qui ont épuisé la capacité de résistance aux crises. L'Amérique latine est touchée de plein fouet par le conflit ukrainien. Sur fond de ralentissement économique mondial généralisé et des effets de la pandémie du Covid-19 toujours en cours, l'onde de choc produite par le conflit est un facteur aggravant de la crise économique,

[12]Thomas GOMART, *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Editions Tallandier, 2021, Paris, p. 46.

[13]Bertrand BADIE, *Guerre en Ukraine : « Les effets inédits d'une guerre mondialisée »*, Sud-Ouest, 12 décembre 2022.

[14]P. SERVENT, *ibid.*, p. 174 . Il développe l'idée de « logique de clubs ». « Du côté de la famille démocratique, qui trouve-t-on ? Les pays de l'Union européenne (Vingt-sept), ceux qui souhaitent la rejoindre (Albanie, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie-pays qui n'applique pas les sanctions contre la Russie-Ukraine, Moldavie, Géorgie), la Norvège et e Royaume Uni, la Suisse, l'Islande, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les démocraties asiatiques (Japon, Corée du Sud, Taïwan). En poids démographique, écologique, scientifique, militaire, financier et économique, c'est l'ensemble le plus puissant de la planète.
Il existe également des démocraties africaines et latino-américaines mais elles ne se sentent pas nécessairement parties prenantes du même club. L'Afrique note que les Etats-Unis débloquent sans sourciller plus de quarante milliards de dollars pour l'Ukraine blanche alors qu'elle semble, à leurs yeux, avoir des oursins dans les poches quand il s'agit de l'aider. » (p. 187).

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

la pire crise de son histoire selon les termes de la CEPALC. Près de 270 millions de latino-américains en souffrent sous une forme modérée ou sévère sur une population globale de 655 millions d'individus, soit 40% du total. Près de 60 millions d'entre eux sont concernés par des problèmes épisodiques de faim et près de 13 millions concentrés au Salvador, au Guatemala, en Haïti au Honduras et au Nicaragua vivent en état d'urgence alimentaire[15].

D'abord, le poids de la binarité se mesure comme l'expression de l'appropriation stratégique de l'Amérique latine. Plurielle dans sa constitution identitaire, elle intègre dans sa vision à court terme la recomposition des rapports de force et la définition d'un nouvel équilibre.

2.1 Une appropriation par instinct de survie dans le monde

Les déceptions des promesses occidentales ont forgé des ilots non pas de fatalisme et de résignation mais de reconquête de nouveaux espaces de survie. S'y ajoutent des initiatives visant à rendre moins dépendante l'Amérique latine envers les Etats-Unis, dans la mesure où elle s'engage vers des formes de développement d'autonomie relative. En effet, au Sommet du G20, en 2022, le président américain Joe Biden avait proposé un partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux (PIIM), qui avait pour objectif de contrer les fameuses routes de soie chinoises. Mais ce projet ne s'est pas concrétisé, alors que de nouveaux « corridors » se mettent en place, dans la perspective d'une nouvelle réorganisation du monde. En outre, le degré d'insatisfaction du IX^{è} Sommet des Amériques pourrait être porteur d'un avertissement aux pays de la région. Ils y voient le déclin contestable de l'emprise hégémonique des Etats-Unis ainsi que leur incapacité « *à produire des réponses aux immenses défis de l'Amérique latine et des Caraïbes*[16]. » L'exclusion des trois pays du Sommet participe du réveil ou du renforcement d'un sentiment national, ferment d'un projet unitaire d'affirmation de la région.

Un nouveau cycle politique se précise par l'élection de Gustavo Petro à la présidence colombienne, qui prend valeur d'une révolution en regard de la tradition politique dans un pays qui a la pratique d'élire des dirigeants situés à droite. Une nouvelle tendance qui se confirme avec l'élection de Lula au Brésil.

Ce contexte est favorable à la définition d'une nouvelle politique étrangère pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; une politique qui dépasse les liens de la géographie et s'insère dans un espace mouvant, en cohérence avec les leçons de la fragilité du sous-continent.

2.2 La fragilisation de l'unité du sous-continent

Les positions diplomatiques latino-américaines sont divergentes quant à la réception de l'invasion russe de l'Ukraine en 2014[17]. Lors du vote de la résolution n° 68/262 de

[15] Christophe VENTURA « *L'Amérique latine entravée* » p. 115, in (Dir.) Pascal BONIFACE, L'année stratégique 2023. Analyse des enjeux internationaux, Armand colin, 2022.

[16] J. HEINE, *id.*

[17] Kevin PARTENAY, *l'Amérique latine face à la guerre russo-ukrainienne*, La Vie des idées, 24 janvier 2022 (laviedesidees.fr)

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

l'Assemblée générale des Nations Unies du 27 mars 2014, trois lignes directrices émergent.

La première, ce sont les Etats latino-américains qui ont voté pour une condamnation de la Russie : Colombie, le Costa Rica, le Mexique et le Pérou.

La deuxième, les Etats latino-américains qui ont rejeté la résolution : la Bolivie, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, en conformité avec leur très grande proximité avec la Russie.

Enfin, la troisième les Etats latino-américains se sont abstenus : l'Argentine, le Brésil et l'Equateur. Ce vote d'approbation est complété par certains gestes symboliques, qui de bout en bout donnent une dimension orientée à l'action belliciste russe. Trois semaines avant l'invasion russe de l'Ukraine, l'accueil réservé par le président russe au président français Emmanuel Macron, le Chancelier allemand Olaf Scholz, fait apparaître une différence de ton. L'accueil qui a été réservé aux hôtes européens était glacial, contrairement à l'accueil des présidents latino-américains comme pour exprimer une proximité. Au fait, le président argentin Alberto Fernandez et le président brésilien Jair Bolsonaro, dans leurs élans de reconnaissance à la Russie de son aide vaccinale qui fut le premier pays à avoir fourni des vaccins Spoutnik V contre le Covid-19 à plusieurs pays latino-américains dépourvus en 2021). Le président argentin Alberto Fernandez (03/02/2022) avait confié, le 3 février 2022, vouloir faire de Buenos Aires « *la porte d'entrée de la Russie en Amérique latine* ». Puis, des échanges entre le président nicaraguayen et Vladimir Poutine ont laissé ouvrir la perspective de renforcer la présence militaire en Amérique latine. Une nouvelle ère se dessine à l'ombre de la guerre russo-ukrainienne, où la mise en concurrence entre les Etats est de plus en marquée.

Alliée des Etats-Unis, la Colombie condamne fermement et nommément la Russie, ainsi que le Chili, l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay et dans une moindre mesure le Pérou. Tandis que l'Argentine, la Bolivie, le Mexique ou le Brésil sont les Etats qui condamnent l'usage de la force dans la résolution des conflits et appellent à un cessez-le-feu immédiat, et une solution politique entre les parties dans le cadre des Nations unies. De son côté, le Brésil était divisé : son président avait demandé la protection des brésiliens sur la zone de combat, alors que le général Hamilton Mourao, vice-président du pays s'oppose à l'invitation de l'Ukraine avant d'être désavoué par son président.

Les alliés traditionnels de la Russie, tels le Cuba, le Venezuela ou le Nicaragua considèrent quant à eux que l'expansion permanente de l'OTAN aux frontières de la Russie et l'échec des accords de Minsk – pour eux imputable aux États-Unis et aux pays de l'OTAN – sont les causes d'une crise qui a fini par produire de « *fortes menaces contre la Fédération de Russie, son intégrité territoriale et sa souveraineté* » (communiqué officiel du Venezuela). Ainsi, la position des Etats latino-américains varie en fonction des doctrines nationales de politique étrangère et des logiques affinitaires avec ou contre les Etats-Unis et la Russie.

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

2.3 Appropriation d'inspiration national-libérale

L'ordre international dominant oblige l'Amérique latine à s'accommoder en tant qu'agents spécifiques d'un écosystème périphérique. Même lorsqu'ils échouent, ils sont porteurs de projets d'un internationalisme destiné à revigorer des coopérations moins efficaces, leur donner vie. D'ailleurs ces acteurs n'existent que par la légitimité qu'ils en tirent.

Le contexte étant difficile pour l'Amérique latine, elle est obligée de valider des choix qui ménagent ses intérêts immédiats. Les conséquences de cette guerre sont doubles pour certains Etats : sur le plan économique, l'augmentation des prix du pétrole ou du gaz sur les marchés mondiaux s'est accompagnée de dynamiques inflationnistes déjà partout avancées en Amérique latine, région confrontée à la pire crise économique de son histoire avec la pandémie de Covid-19, selon la CEPALC, la plus grande crise économique depuis 120 ans, avec une chute de 7% de la production de la région en 2020, soit le double de la chute de la production mondiale, et la plus importante de toutes les régions. A cela s'ajoute la détérioration des conditions économiques des populations frappées de plein fouet par la forte inflation des prix des denrées alimentaires, des prix des intrants et des carburants, facteur aggravant de la pauvreté, de la violence.

La dépendance face à l'urgence sanitaire a facilité un fort rapprochement de l'Argentine et du Brésil vis-à-vis de la Russie, ou des Etats centraméricains vis-à-vis de la Chine, qui devient désormais le premier partenaire commercial de certains pays contrairement aux années précédentes marquées par l'hégémonie des Etats-Unis d'Amérique. La confiance qu'ils investissaient dans le leadership américain connait une dévaluation renforcée par la politique de Donald Trump qui a été peu convaincu du poids latino-américain. Les pressions diplomatiques que les Etats-Unis ont fait peser sur le Venezuela n'ont pas abouti aux résultats escomptés. Ils ont plutôt suscité un raffermissement des relations latino-américaines au point d'en faire l'expression d'une solidarité. Tel est le cas de la Colombie, premier allié des Etats-Unis qui vote pour que le représentant de Juan Guaido sorte de l'OEA et qu'on nomme un ambassadeur de Nicolas Maduro, en vue de la normalisation des relations avec le Venezuela.

Face au désintérêt des Etats-Unis, pris dans le bourbier de certains conflits (Irak, Afghanistan), les pays latino-américains saisissent ce virage comme une opportunité d'affranchissement : ils privilégient des logiques de diversification et de distanciation qui leur ouvrent des perspectives prometteuses, repoussant des choix partisans signes de repli et d'enfermement. Aussi, l'Amérique latine tenterait-elle de tirer au maximum les gains d'une politique d'ouverture et d'engager des politiques fécondes. Elle souhaite donc garder à sa disposition les moyens de nature à engranger les résultats positifs. Cette lecture souligne les difficultés d'avancer en ordre groupé en fonction des priorités communes ou nationales dictées selon une approche pragmatique des défis. Ces pays latino-américains sont en rupture avec la dépendance qui les empêchait de faire des choix libres et dépourvus de toute emprise. Ils se comportent désormais en agents rationnels, guidés par la recherche des intérêts comme s'ils évoluent sur un marché ouvert aux opportunités : les positionnements des Etats sont motivés par la sortie de la dépendance. C'est dans ce registre du « non-alignement actif » qu'ils puisent leurs

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

motivations, en rupture avec une « *logique d'alignement ou de suivisme diplomatique envers une ou plusieurs grandes puissances.* »

Par exemple, la Chine opère à titre de bailleurs de fonds, finance les infrastructures et ouvre des lignes de crédit ; la Russie est déterminante pour l'agro-industrie au Brésil ou encore en Argentine. Les Etats sont ainsi libres de définir leur politique étrangère dans un incessant aller-retour avec les intérêts nationaux. Dans ces conditions, la perte de puissance hégémonique des Etats-Unis, incapables de peser sur les gouvernements, s'accompagne de garanties plus importantes en matière de liberté et de souveraineté[18]. On assiste à une « réactivation », sinon un réajustement du débat de la réinsertion de l'Amérique dans l'arène internationale au XXI^{e} siècle, et celui de l'insoumission structurée autour des concepts « d'autonomie » et de révolte sournoise.

Dans cette reconfiguration de l'ordre mondial, les Etats-Unis, par souci de réajustement à un rejet de dépendance affirmé par les Etats latino-américains, procèdent par adaptations pragmatiques. Aussi proposent-ils d'accompagner vers un modèle de développement plus propre, dans le cadre de la transition écologique, remobiliser les instruments financiers, recomposer de nouvelles modalités de partenariat tirées d'un agenda précis sur la lutte contre l'immigration, le narco-trafic, la corruption, les luttes contre la corruption, etc., à destination, notamment, du bassin Amérique Centrale, Mexique, Caraïbe. On peut y voir l'illustration du concept « national-libéralisme. »

Le politologue français Jean-François Bayart le définit ainsi : « le national-libéralisme est… cette combinaison d'adhésion au capitalisme mondial et de reproduction du périmètre national, une combinaison improbable, contradictoire, dont l'expression paradoxale est l'exacerbation des particularismes identitaires. Certains hommes politiques se réclament haut et fort, à la fois, de l'économie globale et de la souveraineté nationale[19]. » Le président brésilien, par le poids mondial qu'il occupe, se positionne par exemple, dans un défi de non-alignement, cherchant à diversifier ses relations avec tous les acteurs et construire la paix.

Les mutations de l'ordre international font l'objet d'une appropriation stratégique de la part de certains pays de l'Amérique latine, poussés par la négligence des Etats-Unis et l'incertitude. Des efforts sont engagés aujourd'hui avec l'émergence des BRICS, un espace ouvert au multilatéralisme et aux enjeux climatiques.

Le continent latino-américain, nourri par une longue tradition d'anti-impérialisme et qui entretient une relation difficile avec les Etats-Unis d'Amérique, connaît une percée fulgurante de la gauche, aux termes d'une série de 24 victoires avec quelques exceptions près : l'Equateur indéfini sur le plan idéologique (l'élection de Daniel Noboa le 15 octobre 2023), l'Uruguay et le Paraguay sont les trois seuls pays du Sud qui sont gouvernés à droite.

Le Brésil comme de nombreux pays d'Amérique latine ne vit pas le conflit russo-ukrainien comme les Européens. La principale motivation du continent, ce sont les

[18] Pour approfondir, voir Bruno TERTRAIS, *La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, Editions de l'Observatoire, 2023.

[19] Jean-François BAYART, *L'impasse national-libérale. Globalisation et repli identitaire*, Editions La Découverte, 2017, p. 19.

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

intérêts économiques qui priment et la diplomatie russe en est consciente, puisqu'elle cherche à renforcer cette proximité auprès de ses alliés idéologiques : le Venezuela, Cuba, Nicaragua, etc. Certains Etats, comme le Brésil, s'affirment sur la scène internationale, depuis le retour de Lula Da Silva qui peste contre l'hégémonisme américain, exprimé notamment à travers le dollar. Ce sujet galvanise désormais les membres des BRICS (Brésil Russie Inde, Chine, Afrique du Sud) et les incite à mettre en œuvre des alternatives pour assurer les transactions commerciales hors du contrôle de Washington. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plusieurs centaines de milliards de dollars d'avoir de la Banque centrale russe ont été gelés par les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. Cette décision a apporté un argument aux pays des BRICS dans leur diplomatie contre l'ordre économique actuel.

Depuis plusieurs pays ont décidé d'effectuer leurs échanges commerciaux en yuan, tels le Brésil, la Chine, le Venezuela, l'Inde ou la Russie. En outre, en décembre, le président Xi Jinping a aussi participé à un sommet avec les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), soit l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, le Bahreïn, le Qatar et Oman. La Chine souhaite une entente avec les pays du CCG pour régler ses importations de pétrole et du gaz, ce qui affaiblirait davantage le dollar américain. Le projet des BRICS est alimenté par les exaspérations face à l'imposition d'un ordre international très occidentalo-centré. Et dans leur déclaration commune du 16 juin 2009, les dirigeants du BRICS souhaitent « *un ordre mondial multipolaire plus démocratique et plus juste, fondé sur l'application du droit international, l'égalité, le respect mutuel, la coopération, l'action concertée et la prise de décision collective de tous les Etats.* »

Conclusion

On le voit bien, la position des Etats latino-américains varie en fonction des doctrines nationales de politique étrangère et des logiques affinitaires avec ou contre les Etats-Unis et la Russie. La relégation de l'Amérique latine dans un espace périphérique s'est confirmée pendant la crise sanitaire. Elle a su tirer les renseignements utiles à se situer en acteurs animés non par les passions « chaudes » mais par des approches pragmatiques.

L'ordre global est en pleine mutation et renvoie à une actualisation duale marquée par une logique d'affrontement entre la Chine et les Etats-Unis, et avec la Russie qui contraint les nations périphériques, les nations non dominantes, à se situer dans l'arène internationale. Affranchis de la dépendance des Etats-Unis, les pays latino-américains tentent d'en tirer les gains par la multiplication des contrats de coopération avec la Russie dans différents domaines qui pourraient leur assurer une place confortable dans l'avenir.

Avec la Chine, certains inscrivent leurs actions dans une politique de diversification et d'émancipation, disposant d'une autonomie et d'une liberté. Si la Chine devient le premier partenaire commercial, l'Amérique latine vit une relation difficile : écartelée, elle perd avec la Chine ce qu'elle a gagné avec les Etats-Unis : le retour de la dépendance de la dette, la perte de souveraineté sur l'usage de ses infrastructures, etc.

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

Il est à se demander si les Etats-Unis ne sont pas tentés de recourir à leur savoir géoéconomique, c'est-à-dire la mobilisation des moyens de coercition économique, tel qu'il a été préconisé par le diplomate Robert Blackwill, figure influente de l'establishment politico-diplomatique américain, ambassadeur en Inde (2001-2003[20]).

Bibliographie

Jean-François BAYART, *L'impasse national-libérale. Globalisation et repli identitaire*, Editions La Découverte, 2017.

CARDOSO, Fernando Henrique et FALETTO, Enzo, *Dependency and Development in Latin America*, Berkeley (Col.), University of California Press, 1978.

Carlos FORTIN, Jorge HEINE, et Carlos OMINAMI (dir.), *El no alineamiento activo y America Latina : una doctrina para el nuevo siglo,* Santiago de Chile, Editorial Catalonia, 2021.

Pierre, HASSNER, *La revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crises du politique*, Fayard, 2015, p.

Henry KISSINGER, « *How to avoid another world war* », *The spectator*, 17 décembre 2022.

Edgar MORIN, *De guerre en guerre. De 1940 à l'Ukraine*, Editions de l'aube, 2023.

Rodrigo Contreras OSORIO, *La gauche au pouvoir en Amérique latine*, L'Harmattan, 2007.

Kevin PARTENAY, *l'Amérique latine face à la guerre russo-ukrainienne*, La Vie des ideés.fr.

Pierre SERVENT, *Le monde de demain. Comprendre les conséquences planétaires de l'onde de choc ukrainienne,* Robert Laffont, 2022.

Bruno TERTRAIS, *La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, Editions de l'Observatoire, 2023.

Christophe VENTURA « *L'Amérique latine entravée* » p. 115, in (Dir.) Pascal BONIFACE, L'année stratégique 2023. Analyse des enjeux internationaux, Armand colin, 2022.

Daniel VERNET, « Pourquoi le Congrès de Vienne de 1815 rend Poutine si nostalgique ? », 8 août 2015, *Slate.fr.*

[20]Cité par Thomas GOMART, *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Editions Tallandier2021, p. 241

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434